

82 Rp
82
RP
LA PENSÉE DE SALAZAR

LES
INTÉRÊTS
DE LA
NATION

*DISCOURS PRONONCÉ LE 23 FEVRIER 1946 A LA
SALLE DE BIBLIOTHEQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
LORS DE LA RÉUNION DES COMITÉS DIRECTEURS DE L'UNION NATIONAL*

I. 821

IONS DU SECRETARIAT NATIONAL DE L'INFORMATION

82Rp

82Rp

LES
INTÉRÊTS
DE LA
NATION

LA PENSÉE DE SALAZAR

LES
INTÉRÊTS
DE LA
NATION

*DISCOURS PRONONCÉ LE 23 FEVRIER 1946 A LA
SALLE DE BIBLIOTHEQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
LORS DE LA RÉUNION DES COMITÉS DIRECTEURS DE L'UNION NATIONAL*

ÉDITIONS
S N I
LISBONNE



mil neuf cents quarante six

524
329

INCORPORAÇÃO

323

203 21 10
MELTAN

«Messieurs,

L'objet de cette réunion de la Commission Centrale, du Comité Consultatif et des présidents des Commissions de district de l'Union Nationale est d'échanger des vues au sujet du moment politique et d'approuver quelques modifications au Statut de cet organisme. A l'heure où se regroupent les forces politiques qui sont à la base du régime, il convient d'attirer l'attention sur l'intérêt qu'offrent ces travaux. C'est le seul but de mes paroles.

I

L'opposition n'a point concouru de façon effective aux dernières élections; mais celles-ci ont été précédées d'un débat si large et si libre qu'il a permis d'apprécier avec assez d'exactitude les intentions, les méthodes et les possibilités. Bien que l'ennemi — appelons-le ainsi pour la commodité du discours — ait apporté dans la discussion plus de passion que d'intelligence

pratique, bien qu'il ait beaucoup sacrifié au subjectivisme de nos vieilles luttes partisans, il semble bien que la plupart des problèmes qui constituent la vie même de la nation aient été débattus en ce laps de temps et que l'on ait agité toutes les idées qui permettent de gouverner un peuple et, hélas! de le ruiner aussi.

Les positions respectives étaient, sans entrer dans des détails mais avec assez d'exactitude, les suivantes: deux fortes raisons militaient pour le Régime — l'incontestable succès de sa politique de guerre et la vaste et profonde œuvre réalisée pendant les quelques vingt ans dont il porte la responsabilité. L'ennemi a tiré des difficultés momentanées et de la cherté de la vie son unique argument pour battre en brèche l'ensemble de l'organisation corporative, en s'appuyant, dans sa lutte contre un régime de discipline et d'ordre, sur cette espèce de mythes verbaux par lesquels l'Europe, faute de pain, trompe sa faim.

Lorsque la majorité du peuple britannique, qui doit la victoire à Churchill, refusa à celui-ci et à son parti la confiance sans laquelle on ne saurait gouverner, un grand journal, devançant les commentaires erronés que la conscience du monde pouvait faire, s'empressa de lancer cette phrase, synthèse philosophique du verdict de l'opinion publique: la reconnaissance appartient à l'histoire, elle n'appartient pas à la politique. Je ne nierai point la valeur de cette sentence qui, toutes proportions gardées, eût fort bien pu nous convenir aussi; elle apporte dans tout cas une consolation providentielle aux grands vaincus des luttes électorales. Mais le problème prend d'autres aspects dont le plus saillant est celui-ci: dans la chaîne ininterrompue de la vie des peuples, le passé est le plus sûr fondement de l'avenir, et ceux qui furent des réalisateurs attestent par leur œuvre ce dont ils sont capables.

La Nation a pu établir des comparaisons qui l'ont amenée, me semble-t-il, à exprimer par la voie des élections de novembre ces deux sentiments: la reconnaissance et la confiance. Et il n'y a pas que les élections. Ces messages éloquentes, presque

naïfs, de populations tout entières, comme celles des archipels, ce remerciement collectif des femmes portugaises pour la paix dont elles ont pu jouir, remerciement si sincère et spontané que, dirait-on, l'anxiété contenue dans les âmes pendant des années y fleurit, par la grâce de la nature, en vœux et bénédictions, toutes ces démonstrations ont, à mon avis, le même sens profond et nous engagent pareillement. Mais, examinons le revers de la médaille.

Dire que les élections ont *créé* une opposition au régime est une erreur; il est plus exact de penser qu'une opposition existait, née du précipité des mécontentements provoqués par l'action gouvernementale et du désir de renouveler les personnes ou les principes sociaux et politiques, et qu'elle s'est prononcée pour la lutte. Ce qu'elle a fait de la liberté qui lui fut accordée, pas la peine de le signaler. Dans ce cas comme dans d'autres pareils, on a pu constater qu'elle n'a rien appris ni rien oublié du peu, très peu qu'elle avait à oublier. Dans la fièvre du combat, quelques-uns ne s'aperçurent même pas de la contradiction qu'il y avait entre leurs attaques à propos du manque de liberté et les positions d'où ils frappaient leurs coups, positions créées, maintenues, honorées et rémunérées par la longanimité, la grandeur d'âme, l'esprit national qui président aux actions du Gouvernement. Autre constatation évidente, qui chaque jour s'affirme plus nette à nos yeux: au Portugal, la liberté ne sait se limiter ni se discipliner elle-même; si à la liberté de parole qui fut consentie s'était ajoutée une plus grande liberté d'action, l'ordre eût risqué d'être subverti.

Quels étaient les desseins de l'opposition? En mettant les choses au mieux, elle aspirait simplement à un changement des hommes politiques. Nous autres Portugais, nous sommes à peu près de la même stature et l'on peut admettre que nous sommes tous taillés sur le même modèle de moralité moyenne. Cependant, d'autres hommes, se subordonnant au même système d'idées, guidés par les mêmes principes, animés de la même ambition de servir, les yeux fixés sur les mêmes nécessités de la patrie, pourraient, par des procédés différents, trouver d'au-

tres chemins, produire l'impression que d'autres voies d'accès sont ouvertes. Mais ce n'est pas là le cas.

Ce dont il s'agit, c'est de tenter un *retour* ou une *révolution* par la voie constitutionnelle si possible ou par toute autre. Au premier rang prirent place, amicalement raccommodés, les survivants de tous les partis politiques, jadis irréductibles et irréciliables. Ils firent preuve de la plus touchante fidélité, sauf quelques légères retouches, aux principes et méthodes qui jetèrent le discrédit sur la politique et l'administration du pays et qui au lieu de nous unir, nous faire prospérer et nous élever, ne firent qu'amoindrir, appauvrir et anarchiser. A l'exception de ce que l'on doit à l'action méritoire de quelques-uns, c'est là un fait historique qui ne souffre aucun démenti.

Plus en arrière, dans l'ombre prudente et discrète, accoururent aussi au rassemblement fortuit des oppositions ceux qui, tout en reconnaissant comme nous la décrépitude d'un certain nombre de principes et leur manque d'adaptation aux temps nouveaux, redoutent la révolution sociale entreprise par nous et voudraient la faire violemment pour leur propre compte... ou pour le compte d'autrui.

Il ne semble guère que les desseins des premiers soient viables. Même si l'on fait abstraction des circonstances spéciales du cas portugais, on peut tenir pour assuré que le monde, las ou désabusé, écarte du terrain politique les moyens termes et se range délibérément à droite et à gauche. Le débat ne porte plus sur le mouvement social en marche mais bien sur les meilleures méthodes politiques de le mener et de le faire triompher sans détruire les valeurs matérielles et morales de l'agrégat social. Il s'avère de plus en plus évident que puisque la résurrection des morts est humainement impossible, la Constitution de 1911 pourrait tout au plus passer comme un cadavre sur un cimetière en ruines.

Nous sommes donc amenés à conclure que, seules, deux solutions s'offrent à nous : la *solution nationale* qui est en vigueur et une *solution d'extrémistes*, même si ceux-ci consentent, par politesse et camaraderie, à y accéder par l'anticham-

bre des partis ressuscités. Ils disposent du moins de la grande force que donne une logique solidement assise sur de faux principes. Peu leur chaut de la liberté; ils l'exigent pour vaincre mais s'en passent pour gouverner.

Si l'opposition s'était présentée aux urnes et que, par-ci par-là, ses forces l'eussent emporté sur les nôtres, elle siègerait à cette heure à l'Assemblée Nationale. Du moment que des problèmes de cette envergure sont posés sur le terrain électoral, on ne peut qu'accepter loyalement les conséquences de l'incertitude et des aléas du suffrage. Mais le bon peuple portugais, mis avec une entière franchise en présence des réalités et des périls, comprit, pour son propre intérêt, qu'il ne s'agissait plus de témoigner dans ces joutes des préférences personnelles mais de choisir des principes qui, dans leur synthèse ultime, interprètent la vie même des hommes et des nations.

Après avoir abandonné les urnes pour les raisons ou sous les prétextes connus de tous, les uns suivront ces voies obscures où grâce à notre vigilance, l'ivraie des conspirations n'a pu prendre racine ni croître, d'autres s'érigeront ouvertement en paladins d'une opposition à *tout* et *partout*. Cela revient à dire qu'après avoir quitté le champ propre aux luttes ou débats, la politique de parti envahirait hors de propos toutes les manifestations de la vie sociale. Il faut qu'à ce sujet je m'explique clairement.

Nous avons démontré par la voie des institutions, des lois est des actes du Gouvernement que notre souci dominant est de ramener tout, de tout intégrer au plan national. Nous n'avons jamais cessé de considérer la Nation comme l'essence indéfinissable de la continuité historique des Portugais à travers les siècles, comme leur patrimoine matériel et moral. Nous nous devons tous à elle, tous nous nous sacrifions à ses intérêts supérieurs, nous bénéficions tous directement ou indirectement de son prestige et de sa grandeur. Pour éviter que ce sentiment ne soit atteint dans son intensifié affective ou en tant que source d'action, il nous a fallu exclure de la vie courante, vu le dérèglement passionnel des Portugais, tout ce qui pouvait

rompre l'unité morale de la Nation. De là notre volonté et notre soin d'empêcher que les organisations culturelles, récréatives, professionnelles ou autres, et, pour autant que possible, les organismes administratifs eux-mêmes s'immiscent dans les luttes ou en soient le théâtre; qu'ils mènent librement une vie que seules les grandes lignes de l'intérêt national limiteront.

La Nation nous est ainsi apparue comme elle est ou comme elle doit être: une unité dotée d'homogénéité et de cohésion dans tout ce qui est essentiel à sa vie collective. C'est en ce sens que son honneur et son prestige ont été préservés; c'est en partant de ce principe qu'elle a été gouvernée avec la volonté intransigeante de défendre ce que, toute considération étrangère mise à part, l'on tient pour son intérêt général.

En bien! puisque d'autres voies mèneraient à nuire à la pensée et à l'éthique du régime, nous sommes tenus d'éviter par tous les moyens à notre portée que soit détruit ce qui a été construit au prix de tant d'efforts. Et parce que l'expérience montre que certains n'ont pu se dégager de l'étroitesse de leurs sentiments de groupe, nous souhaitons loyalement que l'on comprenne bien à quel point il est douteux que nous puissions continuer de traiter sur le plan national ceux qui s'obstinent à se confiner et à agir sur le plan des partis.

II

A mon avis, c'est pour nous un avantage inappréciable que de pouvoir nous appuyer sur une pensée politique, notamment en ces heures critiques d'après guerre, car l'atmosphère internationale me paraît particulièrement confuse et il est difficile de découvrir avec précision sur quelles idées on est en train de reconstruire le monde. Je ne parle pas de la haine qui rend si désagréable l'atmosphère internationale et qui, à divers points de vue, nous a fait reculer des siècles, non sans restreindre le pauvre droit des gens. Mais la haine finit par fatiguer; elle passera avec le temps. Il faut se rendre compte que la guerre

a creusé des abîmes de passion. La misère, les souffrances des peuples qui ont dû combattre, l'effort dépensé dans la lutte, les richesses à jamais perdues, le spectacle prolongé de la douleur ont endurci les âmes et réclament du ciel et de la terre le châ-timent. Souhaitons que les esprits s'apaisent et que soient éta-blies des règles de vie sous lesquelles les vaincus eux-mêmes pourront vivre un jour. Je ne parle donc pas de ce qui domine les rapports entre vaincus et vainqueurs sous l'influence de la passion; je parle de ce que tout observateur de bonne foi qui s'intéresse aux résultats, je ne dirai pas du débat mais de la lutte, peut entrevoir derrière les discours de circonstance, con-gratulatoires et solennels, des grandes assemblées internatio-nales. J'ai l'impression — et puisse-t-elle être mal fondée — qu'au seuil de ce monde nouveau il existe quelques malentendus, quelques contradictions et faiblesses qui troublent profondément l'atmosphère. Je me bornerai à donner un exemple de chacun pour mieux me faire comprendre.

Nul peuple vraiment civilisé ne peut manquer de garantir par ses lois et dans la réalité les droits fondamentaux de la personne humaine. Une grande partie de la guerre a été faite en leur nom mais ils ont donné lieu à un malentendu qui me-nace de laisser des traces funestes dans les institutions euro-péennes. Ce malentendu est né du fait que l'on a admis sans mûre réflexion, comme un axiome, cette triple équation: li-berté égal démocratie, démocratie égal parlementarisme et par-lementarisme égal opposition. Il est cause que l'opposition portugaise ait accusé le régime de dictature parce que le mi-nistère ne tombe pas devant les Chambres. Somme toute, le problème peut se ramener à ceci: les degré et efficacité des libertés individuelles dépendent-ils essentiellement d'une cer-taine forme d'organisation du pouvoir? La réponse quant à la doctrine et à la pratique est franchement négative, mais ceux qui voulaient se dérober aux discussions gênantes ont tourné ça et là la difficulté en habillant ou même pas, en baptisant leurs institutions à la mode du jour. Dieu veuille qu'il n'en résulte d'autre mal que l'anarchie du dictionnaire.

Une autre question. Il n'y a pas de doute que le monde est plein du mot liberté. Ici, il est pris dans le sens d'indépendance politique, ailleurs dans celui d'indépendance économique; dans certains lieux, il signifie émancipation et égalité raciale, dans d'autres, suppression des privilèges de classe; plus près de nous, on entend par lui l'abolition des monarchies (aussi libérales, du moins virtuellement, que les républiques), plus loin, la carence du pouvoir elle-même. Cependant, bien que répété dans toutes les langues et retentissant sous tous les cieux, le nom de cette déesse fameuse et décevante ne demeurera pas attaché à notre époque; et voilà pour la contradiction.

Je persiste à croire que pour le bien des hommes et de leur vie en société, on pourra toujours compter sur l'autorité *nécessaire* et sur la liberté *possible*; mais quel que soit le degré de liberté politique dont on jouira dans l'avenir, en ce moment la liberté économique se meurt.

Nous sommes au nombre de ceux qui sont restés avec une entière conviction fidèles à l'idée qu'une liberté raisonnable est salutaire à la vie économique et nous n'avons pas hésité à la garder dans les domaines et dans la mesure compatibles avec l'intérêt général. Mais il paraît chaque fois plus évident qu'indépendamment des raisons propres du temps de guerre, d'autres persistent qui justifient le maintien et le développement de deux tendances qui comportent des restrictions à la liberté: l'organisation et l'interventionisme de l'Etat. La politique sociale qui nous apparaît comme le signe distinctif de notre époque réclame un meilleur emploi et un plus juste partage des richesses; ni l'un ni l'autre ne sont possibles s'ils ne sont subordonnés à des programmes qui dépasseront souvent le plan national pour se situer sur le plan mondial. Par ailleurs, un pareil ordre de travail n'est guère possible sans que les éléments nationaux aient été systématisés au préalable et que les organes et les facteurs de la production aient été aménagés. Que l'Etat devienne lui-même producteur et distributeur des richesses créées ou qu'il se borne à encourager l'économie et à la diriger à imposer des règles de justice distributive et

assurer la discipline du travail, cela nous rendra distincts des socialistes et des communistes par exemple. Mais dans les deux cas, l'organisation et l'interventionisme seront la loi, et cette loi — que nous le veuillons ou non — représente le crépuscule de la liberté économique. Tant il est vrai que les hommes ne peuvent définir leur propre liberté mais tout au plus jouir de celle que la vie leur consent.

Je tiens pour erronée et dangeureuse une certain tendance à défendre, sur le plan de la théorie et sur celui des réalités pratiques, l'uniformité des régimes politiques comme base indispensable de la coopération internationale. Celle-ci devra se contenter des principes communs qui caractérisent la civilisation moderne; parfois elle sera même contrainte de se contenter de moins... Mais si la vie internationale doit être aussi intense qu'on nous l'annonce, il me semble que les régimes politiques ne seront pas indifférents pour la conduite des affaires du monde. C'est sur ce point que je constate les lacunes auxquelles j'ai fait allusion tantôt.

La pureté des intentions n'est pas en cause, pas plus que l'équité des questions ni la correction des procédés; il ne s'agit que des moyens d'action politique. A chaque instant se fait sentir le besoin d'une prompte décision qui ne peut émaner que d'un pouvoir exécutif fort, soutenu au surplus par la force de l'opinion. La première condition dépend au plus haut point des institutions et c'est en elles qu'il faut chercher une solution aux difficultés; la seconde est surtout une question d'éthique car, en règle générale, les Etats civilisés ne peuvent agir ni en marge de la conscience de la Nation ni contre elle. Le constater, c'est conclure qu'un grand Etat ne peut jouer le rôle de dirigeant dans la politique du monde s'il ne veille particulièrement à la formation de son opinion publique. Deux problèmes pointent à l'horizon: la radiodiffusion et l'information mondiale. Il s'agit de les résoudre de façon à assurer l'objectivité, la justice et le respect d'autrui ou bien ils deviendront des facteurs de trouble pour le monde. Nul ne peut affirmer de nos jours que les solutions obtenues par l'entremise d'orga-

nisations capitalistes qui ne portent aucune responsabilité politique et n'ont d'autre but que le gain, ou par la voie d'organismes publics au service d'idéologies incendiaires, répondent aux besoins et aux aspirations des peuples. Il n'est déjà pas bon que les petits Etats soient fouettés par des vents contraires à leur formation et à leurs intérêts, mais ce serait un désastre si les grandes puissances n'étaient pas convenablement garanties tant au point de vue moral qu'au point de vue politique pour pouvoir remplir leur rôle de dirigeantes.

III

En examinant quelques aspects et principes de la vie internationale, j'ai passé sous silence le nouvel organisme de coordination et coopération que l'on désigne sous le nom de Nations Unies. Je l'ai fait à dessein, pour deux raisons : parce que nous ne faisons pas encore partie dudit organisme et parce que l'esprit des hommes importe davantage pour la paix du monde que les paroles de la Charte et ses organes.

En avril, nous serons à Genève pour voter la dissolution de la Société des Nations et le règlement et remise de ses biens aux Nations Unies. Partisans fidèles de la Ligue, nous assisterons au dernier acte de son existence qui ne fut sans doute pas toujours brillante ni couronnée de succès mais bien intentionnée généralement, du moins aimons-nous à le croire. On ne peut s'empêcher de voir un certain manque de logique dans ce vote par lequel nous et d'autres aussi allons nous dépouiller de ce à quoi nous avons contribué, et cela au profit d'une organisation dont nous ne faisons point partie. Mais il n'y a pas d'autre solution et la vie est, à l'heure actuelle, si privée de logique que ce n'est même pas la peine de le faire remarquer.

Ce qui paraît plus étrange, c'est la désinvolture avec laquelle on a désigné à Londres les juges de la Cour Permanente

de Justice Internationale de La Haye en l'absence et à l'insu de quelques puissances intéressées. Je conclus de tout cela qu'il ne semble pas que l'étude de la transition entre l'ancien et le nouveau régime, étude approuvée à San-Francisco, ait été très approfondie ni de nature à éviter ces incohérences. Mais le monde est malade et il y a des problèmes si graves à résoudre qu'il ne sert de rien de discuter sur des vétilles.

Pendant leur première session, les Nations Unies n'ont été qu'une association de vainqueurs où siégeaient sans doute quelques artisans de la dernière heure. Après ses premiers travaux de constitution, cette association devra commencer à élargir sa sphère et à ouvrir ses portes non seulement aux neutres (même ceux qui n'ont pas collaboré autant que nous-mêmes) mais aussi aux vaincus d'hier. Ce n'est que par là qu'elle pourra aspirer à représenter vraiment l'univers, sans exclusions injustifiées.

C'est pour ces motifs que nous n'avons pas encore présenté notre demande d'admission au Secrétariat Général, comme l'exige le règlement, bien que notre Constitution politique, par son esprit et par sa lettre, nous autorise et, dans une certaine mesure, nous impose de participer aux organisations internationales qui se proposent de régler pacifiquement les différends entre nations et de collaborer avec tous en vue du bien-être général et du progrès de l'humanité. Mais nous entendons qu'il est encore trop tôt pour le faire car tout observateur moyen n'aura pas manqué de constater que l'admission de nouveaux membres ne s'accorde guère en ce moment avec l'équilibre intérieur des Nations Unies. C'est peut-être pour cette raison qu'aucun des nations qui pouvaient y prétendre légitimement n'a requis son admission, comme il a été déclaré officiellement.

Le fait est sans importance pour le déroulement de notre vie et pour la défense de nos intérêts. D'ailleurs je ne vois nul avantage à nourrir le faux espoir qu'une organisation de ce genre, qui porte déjà le fardeau des difficultés internationales, doive encore résoudre les problèmes de chacun. Je suis per-

suadé qu'elle aura d'autant plus de chances de succès qu'on la surchargera moins des questions privées de chaque nation. Puisque la Nation avec ses attributs d'égalité juridique et d'indépendance sert toujours de base à l'organisation internationale, il est toujours exact aussi que l'ensemble bénéficie de l'ordre, du progrès et du travail de chaque peuple, et ce ne sont pas les souverainetés boîteuses ou précaires qui donneront du prestige à celle-là ou rendront son action plus facile. Autrement dit, la coopération internationale présuppose un nationalisme bien ordonné et bien conçu.

Avec ou sans les Nations Unies, notre politique extérieure n'a qu'à suivre les clairs enseignements du dernier conflit, tout en obéissant à ses traditionnels impératifs historiques et géographiques. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, le centre de gravité de la politique européenne sinon de la politique mondiale s'est encore déplacé davantage vers l'ouest, en mettant au premier plan l'Atlantique et les Etats qui l'entourent. Du fait que nous le reconnaissons, nous ne cessons pas d'être des Européens; nous ne faisons que donner un sens plus large à l'Occident.

Nous voulons continuer à travailler sur ce plan simple, la vue claire et le coeur sans haine, espérons-le. Nous admettons que l'on soit en train de bâtir l'avenir et que l'on aspire à l'établissement de rapports plus sûrs et plus pacifiques qu'apparavant. Mais comme parmi tout ce qui change, c'est encore l'homme qui change le moins, il ne faut pas perdre de vue, si l'on tient au succès de n'importe quelle politique, ce que nous appellerons les « constantes humaines » pour la commodité du langage.

Nous sommes convaincus qu'une collaboration étroite, amicale et confiante est indispensable non seulement pour guérir les blessures de la guerre mais aussi comme règle normale et pour le bien commun. Nous tendons nos bras afin d'aider, afin de servir dans la mesure de nos modestes moyens ceux qui se trouvent en de pires conditions que nous. Aussi renouons-nous des relations économiques et financières avec ceux qui

se relèvent de l'abîme de leurs tribulations et nous regrettons que les ressources disponibles de la métropole et de l'Empire ne soient pas plus abondantes afin de nous permettre d'être plus serviables. Nous pouvons dire que nous avons mis dans nos accords économique plus de coeur que d'esprit de négoce; est-ce une faute à l'heure actuelle? En agissant de la sorte, je crois que nous nous conformons bien au meilleur esprit du temps, non que nous y ayons adhéré mais parce que, pour notre gloire, nous l'avons hérité.

Je vais finir. J'ai peut-être pris des chemins que je ne comptais pas suivre et plusieurs supposeront qu'ils ne sont pas dans le développement logique de mes premières phrases. Ce n'est pas mon avis.

Le monde est plein d'idées fausses et de paroles vaines. Tant que les unes et les autres ne s'agiteront qu'en domaine étranger à notre pays, l'approbation et la désapprobation n'offriront qu'un intérêt purement académique et ne tireront pas à conséquence. Mais si elles commencent à nous envahir et menacent de faire des dégâts parmi nous, un examen plus attentif s'impose pour apprécier jusqu'à quel point elles peuvent compromettre l'indépendance de notre jugement, la santé de notre esprit et les intérêts de la Nation.

Le débat politique qui s'est engagé n'a pas, d'une façon générale, l'importance restreinte d'une dispute de parti. Non. En bien des cas, il n'est qu'un aspect de la lutte éternelle entre le bien et le mal, la vérité et l'erreur, la vie et la mort. Mon désir, mon aspiration est que les Portugais s'élèvent par moments au-dessus de leurs préoccupations et de leurs petites rancœurs pour envisager ces problèmes qui dépassent la vie quotidienne et dont l'exacte solution intéresse l'avenir de la Patrie.

Composto e impresso na
EDITORIAL IMPÉRIO, Lda.
Rua do Salitre, 151 - 155
Telefone—53173/4 LISBOA

EDITIONS
SNI
LISBONNE

NB



EFG0000514655

S.